

(N° 111.)

Chambre des Représentants.

(1836—1837.)

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 1.

M. HYE-HOYS, 1^{er} Rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|-----------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. | 18. | <p>Par pétition du 22 septembre 1834 ,</p> <p>Le sieur C.-A. Dansaert , armateur à Bruxelles , demande la restitution du dernier droit de tonnage payé pour son navire <i>le Bruxellois</i> , péri à la côte de Quibéron , le 23 février 1833. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.</p> |
| 2. | 180. | <p>Par pétition en date du 2 février 1835 ,</p> <p>Le sieur Ch. Bogaert , de Saint-Pierre , adresse des observations sur la question de la pêche maritime. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et à la commission spéciale qui sera chargée de faire le rapport sur le projet de loi pour favoriser la pêche nationale.</p> |
| 3. | 257. | <p>Par pétition en date du 28 février 1835 ,</p> <p>Le sieur F. Groetaers demande que la Chambre décrète que l'indemnité ne sera payée aux membres de la Chambre qu'en raison du nombre des séances auxquelles ils auront assisté dans le mois. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.</p> |
| 4. | 194. | <p>Par pétition non datée ,</p> <p>Un grand nombre d'habitants du canton de Wavre , et les conseils des communes de Rixensart et Ohain , demandent que le tribunal de Nivelles soit transféré à Wavre.</p> <p>Même réclamation des administrations communales des cantons de Jodoigne et de Perwez.</p> |
| 5. | 193. | <p>Par pétition non datée ,</p> <p>Les régences de Nivelles et Genappes , et des communes com-</p> |

posant les cantons de Nivelles et Genappes s'opposent à la réclamation faite par les communes des cantons de Jodoigne, Perwez et Wavre, à l'effet d'obtenir la translation du tribunal de Nivelles dans la ville de Wavre. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions au ministre de la justice.

6. 410. Par pétition en date du 20 mai 1835,
 Le conseil communal de Chenée demande que cette commune devienne le chef-lieu d'un canton de justice-de-paix.
7. 222. Par pétition en date du 10 février 1835,
 Le sieur Stevens, à Tirlemont, demande que la Chambre adopte une loi qui accorde des pensions aux veuves des juges-de-paix.
8. 424. Par pétition en date du 9 juillet 1835,
 La chambre des notaires de l'arrondissement d'Audenaerde s'élève contre le projet d'augmenter le nombre de ces fonctionnaires.
9. 388. Par pétition non datée,
 Les notaires de campagne de l'arrondissement de Liège adressent des observations sur les modifications à la loi de l'an IX sur le notariat, contenues dans le projet de circonscription cantonale.
10. 398. Par pétition en date du 11 mai 1835,
 La chambre des notaires de l'arrondissement d'Ypres, Flandre occidentale, adresse des observations sur le projet de modifications à la loi de ventôse an XI sur le notariat. — Concl. — Renvoi de ces cinq pétitions au ministre de la justice.
11. 433. Par pétition du 11 mai 1835,
 Un grand nombre de cultivateurs de la Flandre occidentale demandent la prohibition à l'entrée des bestiaux venant de la Hollande. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.
12. 414. Par pétition datée du 24 juillet 1835,
 Un grand nombre de propriétaires, marchands et engraisseurs de bétail, distillateurs et cultivateurs de l'arrondissement de Malines, demandent que le gouvernement assure la prohibition des bestiaux et des foin venant de la Hollande. — Concl. — Renvoi à la commission de commerce et d'industrie.
13. 436. Par deux pétitions datées de diverses communes du Limbourg,
 Plusieurs distillateurs adressent des observations sur la loi des distilleries. — Concl. — Renvoi de la 1^{re} pétition au ministre de l'intérieur, et la 2^e à la commission d'industrie et de commerce.
14. 187. Par pétition en date du 6 février 1835,
 Le sieur H. Mary, à Anvers, propriétaire de deux maisons, de la jouissance desquelles il a été privé pendant 3 ans par suite du voisinage de la Citadelle, demande à être indemnisé de ce

chef. — Concl. — Dépôt au bureau, lors de la discussion du projet de loi sur les indemnités, le rapport en étant fait.

15. 216. Par pétition non datée,
 Plusieurs habitants de Wommerson (Tirlemont) réclament l'annulation d'une délibération du conseil de régence de leur commune accordant un supplément de traitement à leur curé. — Concl. — Ordre du jour.
16. 177. Par pétition en date du 28 janvier 1835,
 Le sieur F. De Gotte, géomètre, demande une interprétation des arrêtés du gouvernement provisoire, des 8 et 10 octobre 1830, relativement aux professions libérales. — Concl. — Ordre du jour.
17. 174. Par pétition en date du 29 janvier 1835,
 Trois habitants du Bruly dénoncent les vexations et les tracasseries auxquelles ils sont en butte de la part du receveur de l'enregistrement de Couvin. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
18. 538. Par pétition en date du 4 novembre 1835,
 Le sieur Guillaume Pirenne, à Aubel (Liège), adjudicataire de la barrière de *Heer*, se plaint de n'avoir pas été soutenu par les autorités de la commune dans la perception du droit et demande une indemnité de ce chef. — Concl. — Ordre du jour.
19. 559. Par pétition du 14 novembre 1835,
 Le sieur H. J. Verrassel, créancier de la ville et chaussées de Nivelles, réclame de nouveau le paiement des intérêts arriérés de ses rentes. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
20. 554. Par pétition en date du 11 novembre 1835,
 Le sieur Ch. Vanderstraten fils, à Ixelles, réclame l'intervention de la Chambre pour appuyer auprès de M. le ministre de l'intérieur sa demande de paiement des 4 années de pension arriérées dues à feu son père, architecte des palais et des bâtiments de l'État. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications.
21. 247. Par pétition en date du 27 février 1835,
 La régence d'Enghien se plaint de ce que l'administration des contributions exige, pour 1835, une déclaration qui soumettrait le collège de cette ville à la contribution personnelle, d'après les 5 premières bases de la loi du 28 juin 1822; elle prétend que ce collège ne doit pas être assujéti à la contribution personnelle aux termes de la prédite loi qui exempte de cette contribution les écoles et établissements d'instruction publique; elle s'appuie sur ce que ce collège et son pensionnat sont gérés pour le compte de la ville, et elle demande une interprétation de la loi à cet égard. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et dépôt au bureau des renseignements.

22. 27. Par pétition non datée ,
Plusieurs meuniers de la Flandre occidentale demandent que la Chambre prenne une mesure qui défende de planter des arbres de haute futaie autour des moulins à une distance moindre de 40 verges.
23. 269. Par pétition en date du 28 février 1835,
Plusieurs meuniers de la même province se plaignent aussi de ce que l'on plante des arbres de haute futaie dans le voisinage de leurs moulins. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions au bureau des renseignements.
24. 2. Par pétition en date du 8 septembre 1834,
L'administration communale de Houtem (Limbourg) demande que les capitaux dits des barrières, qui pèsent sur cette commune, soient mis à la charge de l'État ou de la province. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
25. 168. Par pétition en date du 28 janvier 1834,
Le sieur A. Bruno, aîné, adresse copie du procès-verbal des déclarations de l'assemblée des délégués du canton de Namur pour l'examen des opérations cadastrales. — Concl. — Dépôt de ces pièces au greffe de la Chambre.
26. 400. Par pétition datée de Gand, le 30 avril 1835,
Les officiers du 1^{er} ban de la garde civique mobilisée de la Flandre orientale demandent de recevoir le traitement de demi-solde.
27. 389. Par pétition datée de Cuismes, le 7 mai 1835,
Le sieur A. Wathez, sous-lieutenant de la garde civique mobilisée demande de recevoir la demi-solde. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à la section centrale chargée du rapport sur la proposition de M. Gendebien.
28. 204. Par pétition datée de Voormezele (Ypres), le 12 février 1835,
La dame Antoine Craenen, épouse Lenoir, se plaint d'une exonération de service religieux commise à son préjudice. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

M. MOREL-DANIEEL, 2^e Rapporteur.

29. 984. Par pétition du 17 mai 1836 ,
Le conseil de régence de Ninove, Flandre orientale, adhère à la demande de celle d'Alost, pour obtenir un 4^{me} arrondissement judiciaire dont le chef lieu serait Alost. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.
30. 992. Par pétition du 23 mai 1836 ,
Le sieur E. B. Jacques, de Werken, Flandre occidentale,

- congédié du service militaire à cause d'une blessure qui lui a estropié la main gauche, demande une pension. — Concl. — Au ministre de la guerre.
31. 1016. Par pétition du 4 juin 1836,
Le sieur Nicolas J. Dumoulin, à Thier lez-Liège, réclame la pension du chef d'infirmités contractées au service militaire. — Concl. — Au ministre de la guerre.
32. 1041. Par pétition du 21 octobre 1836,
Des habitants de diverses communes du canton de Marche (Luxembourg), demandent la libre sortie du minerai. — Concl. — A la commission du projet de M. Berger.
33. 1053. Par pétition du 22 octobre 1836,
Des électeurs communaux et habitants de la commune de Marche les Écaussines (Hainaut), réclament contre le projet de distraction de ladite commune, du canton de Rœulx pour être jointe à celui de Soignes. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.
34. 1063. Par pétition sans date,
Le bourgmestre et les notables de Boulaide et de Surré (Luxembourg), demandent que ces deux villages fassent partie de l'arrondissement judiciaire de Diekirch. — Concl. — Au ministre de la justice.
35. 1064. Par pétition du 30 octobre 1836,
Un grand nombre de cultivateurs des communes d'Eeckeren, Wilmarsdonck, Oorden et Staebroeck (Anvers), s'occupant principalement de la culture de la chicorée, demandent que l'on prohibe la chicorée hollandaise. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
36. 1067. Par pétition du 14 novembre 1836,
Quatre jardiniers fleuristes de Bruxelles, demandent de nouveau que la Chambre refuse l'allocation demandée au budget pour subside au jardin botanique. — Concl. — Au ministre de l'intérieur.
37. 1068. Par pétition du 11 novembre 1836,
M^{me} la veuve J.-B. Cloetens, dont le mari en son vivant était garde forestier de la forêt de Soignes, demande une pension. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
38. 1069. Par pétition de Gand, sans date,
La députation permanente du conseil de la Flandre orientale, appuie la pétition des propriétaires de prairies de cette province, demandant la prohibition des foin venant de l'étranger, ou qu'on l'impose de droits protecteurs de notre industrie agricole. — Concl. — Aux ministres de l'intérieur et des finances.
39. 1088. Par pétition du 22 novembre 1836,
Le conseil communal de Boussu (Hainaut), demande qu'il soit établi dans cette commune une perception de poste aux lettres. — Concl. — Au ministre des finances.

Par pétition du 21 novembre 1836,

L'administration communale de Leerbeek (Brabant), demande que le traitement du curé soit mis à la charge de l'État. — Concl. — Au ministre de l'intérieur.

M. ZOUDE, 3^e Rapporteur.

41. 1074. Les habitants des hameaux de Hansewyck, Geudeghem (Malines) renouvellent leur demande tendant à faire rétablir le passage que la direction des travaux du chemin de fer a interrompu sur l'ancienne chaussée de Malines à Bruxelles.—Renvoi au ministre des travaux public.
42. 1089. Les sieurs de Montpellier et Bauchau-Maurissens, fabricants de laiton ou de cuivre jaune, à Namur, demandent que le droit d'entrée en Belgique sur les cuivres français, soit porté au même taux de celui dont la France frappe les nôtres. — Renvoi au ministre de l'intérieur et à la commission d'industrie.
43. 1087. Les fabricants de bonneterie en laines et coton de la ville de Liège, demandent que la bonneterie étrangère soit frappée à l'entrée en Belgique, d'un droit de 20 p. %. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen des modifications à apporter au tarif des douanes.
44. 1006. Le sieur Van Hoobrouck de Mooreghem demande le remboursement d'une somme de 14,000 florins qu'il a prêtés en 1794, à la chatellerie d'Audenaerde pour prestations militaires.—Renvoi au ministre des finances avec demande d'explications.
45. 1048. Des boutiquiers et débitants de boissons de la ville de Venloo, adressent des observations contre certaines facultés accordées aux vivandières.—Renvoi au ministre de la guerre.
46. 937. Plusieurs négociants de Tournay demandent que l'arrêté royal, en ce qui concerne l'exportation des sucres par le bureau de Herlain, soit rapporté. — Renvoi au ministre des finances.
47. 857. Les sieurs Tassaert et fils, fabricants de produits chimiques, demandent qu'il soit établi un entrepôt libre à Anvers pour le sel marin qu'ils emploient dans leurs fabriques de sulfate de soude. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi sur le sel.
48. 922. Le sieur Davreux, fabricant de tulles, à Bouillon, adresse des observations contre le projet portant des modifications au tarif des douanes. —Renvoi à la section centrale chargée de l'examen de ces modifications.
49. 946. Plusieurs fabricants d'huiles proposent des modifications au tarif des douanes concernant les huiles.—Renvoi à la commission d'industrie.

50. 867. Le sieur Moiraux, fils, marchand de vin à Frasnes, ayant importé en Belgique la méthode de traiter le vin de Champagne, demande une disposition législative qui favorise cette industrie au moyen d'un entrepôt et d'exemption de droits sur le liquide perdu par la fermentation. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
51. 829. La dame Clemens, née De Sola, veuve de l'inspecteur provincial à Bruges, et le sieur Roger, ex-inspecteur de la Flandre orientale, demandent la suppression au budget de 1837 de la restriction qui s'oppose au paiement intégral de ce qui reste dû aux anciens agents du cadastre. — Renvoi à la commission du cadastre.
52. 895. Le baron Van de Wardt d'Onzel, ancien receveur des contributions, demande le remboursement du cautionnement qu'il a fourni pour garantie de sa gestion. — Renvoi au ministre des finances avec demande d'explications.
53. 973. La société anonyme de raffinerie de sucre exotique et indigène, demande que le droit à la sortie des os soit majoré. — Renvoi à la commission d'industrie.
54. 991. La chambre de commerce d'Ostende adresse des observations sur le projet relatif aux constructions navales, et demande qu'il soit accordé des primes, et que des droits différentiels soient établis. — Renvoi à la commission d'industrie.
55. 330. Des sauniers de la ville et province de Liège, signalent la fraude du sel qui s'exerce autour de Maestricht. — Renvoi au ministre des finances.
56. 719. Les membres de l'école vétérinaire de Liège demandent que la Chambre adopte une loi sur le jury d'examen pour les élèves de l'école vétérinaire. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi présenté par le ministre.
57. 1024. Les pêcheurs d'Ostende demandent que le gouvernement prenne des mesures pour protéger la pêche nationale. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
58. 1058. Le sieur Dansact, armateur de Bruxelles, porte à la connaissance de la Chambre les droits que les navires belges paient à l'entrée et sortie de Prusse. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
59. 815. Le sieur Canon, négociant en vin, à Steyl, se plaint de l'interprétation donnée par l'administration des finances à l'art. 167 de la loi communale, relative au territoire réservé. — Renvoi au ministre des finances avec demande d'explications.

M. F.-C. VUYLSTEKE, 4^e Rapporteur.

60. 364. Par pétition en date du 16 mars 1835,
Le sieur Philippe-Joseph Motte, à Cuesmes, major du 1^{er} bataillon de la légion mobile du Hainaut, demande la pension qu'il recevait sous l'ancien gouvernement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

61. 333. Par pétition en date du 7 avril 1835,
Henri-Joseph Schwan, domicilié à Kerkraede (Limbourg), soldat au 11^e régiment d'infanterie belge, et au 25^e régiment prussien, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir de M. le ministre des affaires étrangères des explications sur l'objet de 4 pétitions restées sans réponse. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, avec demande d'explications.
62. 340. Par pétition non datée,
Plusieurs officiers de la garde civique mobilisée de Bruxelles, demandent leur licenciement. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
63. 351. Par pétition en date du 14 avril 1835,
Le sieur Louis Hostaux à Couvin (Namur), réclame contre une décision de la députation des états qui l'oblige à servir dans la milice en exemptant un fils de veuve, alors que cette veuve reçoit des secours du bureau de bienfaisance. — Concl. — Ordre du jour.
64. 349. Par pétition en date du 26 avril 1835,
Le sieur Guillaume Wemans, journalier, demeurant à Opheers (Limbourg), demande l'intervention de la Chambre pour obtenir le renvoi de son fils retenu illégalement sous les drapeaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
65. 355. Par pétition non datée,
Les notaires de campagne de l'arrondissement de Charleroi demandent à pouvoir instrumenter dans tout l'arrondissement judiciaire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
66. 527. Par pétition en date du 11 septembre 1835,
L'administration communale d'Onkerzeele (Flandre orientale), réclame une diminution sur l'impôt foncier assigné à cette commune pour 1835. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
67. 902. Par petition en date du 26 octobre 1835,
Le sieur Guillaume Van Ophem, à Bruxelles, victime de l'agression hollandaise demande le paiement de l'indemnité qui lui revient de ce chef. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
68. 904. Par pétition datée de Bruxelles, le 19 mars 1836,
Le sieur Jean-Baptiste Dens, à Anvers, ex-sous-lieutenant d'infanterie, demande à être réintégré dans son grade. — Concl. — Ordre du jour.
69. 898. Par pétition en date du 24 mars 1836,
Le sieur Resinould Vanlerberghe, à Bruges, ex-capitaine du 1^{er} bataillon de la garde civique mobilisée de la Flandre occidentale, demande le paiement de la demi-solde depuis

le 1^{er} janvier jusqu'au 31 août 1835. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.

70. 893. Par pétition en date du 28 mars 1836,
Le sieur Henri Van Troyen, agent d'affaires à la barrière de St-Gilles-lez-Bruxelles, qui s'occupe de fournir des remplaçants aux miliciens, demande des dispositions législatives pour favoriser ces remplacements, aussi bien dans l'intérêt général que dans son intérêt particulier. — Concl. — Ordre du jour.
71. 896. Par pétition datée de Mons, le 30 mars 1836,
Le sieur Vandael, chevalier de la Légion-d'Honneur, demande que le crédit de 45,000 francs alloué aux légionnaires nécessaires, soit majoré de 20,000 francs. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
72. 720. Par pétition en date du 14 avril 1836,
L'administration communale de Passchendaele demande un subside pour l'empierrement d'une distance d'environ une lieue et demie dans l'ancien chemin vicinal d'Ypres vers Roulers. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
73. 909. Par pétition en date du 15 avril 1836,
La dame veuve d'Auguste Elderson, à Bruges, réclame contre une décision du conseil de milice qui oblige au service deux fils jumeaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
74. 918. Par pétition non datée,
Des gardes civiques demandent que la garde civique soit organisée en trois bans. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
75. 923. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 avril 1836,
Le sieur J.-T. Tallois, ex-officier d'habillement de la garde civique de Bruxelles, adresse des observations sur le projet de loi relatif aux comptes de 1830, en ce qui concerne la régularisation des dépenses pour la garde civique. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
76. 921. Par pétition en date du 21 avril 1836,
Le sieur Foestracts, à Bruxelles, propriétaire d'une maison incendiée pendant les journées de septembre, adresse des observations sur le projet de loi relatif aux indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
77. 948. Par pétition en date du 24 avril 1836,
Le sieur Philippe-Joseph Walt, ex-capitaine de la compagnie de volontaires de la commune de Sclayen (Namur), réclame l'intervention de la Chambre, pour obtenir une récompense honorifique. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
78. 949. Par pétition en date du 25 avril 1836,
Les membres du conseil de fabrique de Berlegghem (Brabant) demandent que les traitements des chapelains soient mis, comme

ceux des vicaires, à la charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

79. 943. Par pétition en date du 25 avril 1836.
Le sieur Ignace Dutilleux, de Leuze (Hainaut), ex-volontaire, demande une récompense civique. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
80. 950. Par pétition datée de Malines, le 28 avril 1836,
Trois miliciens de la classe de 1829, incorporés au 1^{er} régiment de chasseurs à cheval, se plaignent d'être retenus sous les drapeaux, malgré l'arrêté royal qui les renvoie en congé illimité. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
81. 978. Par pétition en date du 30 avril 1836,
Des habitants, propriétaires de Zwyndrecht, Santhoven, etc., (Brabant), demandent l'exemption de l'impôt foncier sur les terres du polder de Borgerweert (Flandre orientale), qu'ils se proposent de mettre en culture. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

M. STAS DE VOLDER, 5^e Rapporteur.

82. 787. Par pétition datée de Pont-de-Loup, le 2 février 1836,
Les notables de cette commune demandent :
1^o Qu'il soit pris des mesures pour compléter leur conseil communal, réduit par la démission d'un assesseur et par le changement de résidence d'un autre assesseur;
2^o Les mêmes réclament l'intervention de la Chambre, à l'effet d'empêcher l'émission d'un emprunt de vingt mille francs, sollicité par le bourgmestre, appuyé seulement d'un assesseur pour une nouvelle route à construire. — Concl. — Ordre du jour.
83. 843. Par pétition datée d'Orcq, le 1^{er} mars 1836,
Le sieur Bresoux, bourgmestre de cette commune, demande que la Chambre adopte une disposition dans la loi communale qui assimile les administrations des communes rurales, ressortant des commissariats de district, aux régences des villes, pour l'administration des revenus ordinaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
84. 865. Par pétition datée de Louvain, le 10 mars 1836,
Les sieurs Scnielaes et Persoons demandent que la Chambre rejette, dans la loi communale, la disposition qui porte que les employés des commissariats de district ne pourront être en même temps secrétaires de communes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

85. 817. Par pétition datée de Mons, le 20 février 1836 ,
Le sieur Van Dael, membre de la légion-d'honneur, adresse des observations sur le rapport de M. Fallon, relatif aux légionnaires, et demande le paiement de leurs pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements et sur le bureau, lors de la discussion de la proposition relative aux légionnaires.
86. 838. Par pétition datée de Melle, le 27 février 1836 ,
Le sieur De Poorter, cultivateur à Melle, près de Gand, demande que la Chambre invite M. le ministre de la justice à ordonner une enquête sur l'adjudication faite par l'administration des hospices civils de Gand, d'une ferme précédemment occupée par le requérant. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice, avec demande d'explications.
87. 836. Par pétition datée de Tournai ,
Divers commerçants de cette ville, au nombre d'environ 80, demandent que la Chambre adopte une mesure qui interdise les ventes à l'encan de certaines marchandises neuves, par petits lots. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
88. 875. Même pétition, datée de Mons, et signée par environ 40 commerçants de la même ville, rédigée à peu près dans les mêmes termes et formant la même demande que ceux de Tournai. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des finances.
89. 885. Par pétition datée de Meulebeke, le 9 mars 1836 ,
Huit boutiquiers de cette commune demandent l'abolition du droit de patentes établi sur les échoppes. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
90. 797. Par pétition datée de Curange, canton de Hasselt, le 12 février 1836 ,
Plusieurs habitants de cette commune se plaignent de l'emploi que fait leur régence d'une taxe personnelle extraordinaire pendant deux ans, destinée à payer les frais du bivouac de l'armée hollandaise, pendant quatre jours dans cette commune, lors de l'invasion de 1831. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
91. 796. Par pétition datée de Bruges ,
Plusieurs élèves en chirurgie et accouchements de l'école de Bruges, exposent à la Chambre *qu'il paraît* que M. le ministre de l'intérieur aurait pris une décision, d'après laquelle il interprète l'art. 69 de la loi du 27 septembre 1835, dans ce sens, que les commissions médicales provinciales ne pourront plus accorder le grade d'accoucheurs aux élèves qui se seraient appliqués à la branche d'accouchement, pendant le temps requis. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
92. 802. Par pétition datée de Rockange, le 30 janvier 1836 ,
Les curés et desservants du district de Luxembourg, sollicitent

- l'exemption de la contribution personnelle. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
93. 839. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 février 1836,
Le quartier-maître Ducarla se plaint de ce que la haute cour militaire ait décacheté en sa présence une dépêche à son adresse. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
94. 832. Par pétition datée de Verviers, le 24 février 1836,
Le conseil de régence de ladite ville demande qu'il soit alloué au budget un subside pour l'instruction publique de cette ville, en proportion de sa population, et de celui que reçoit la ville de Liège. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
95. 776. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 février 1836,
La dame veuve Cantineaux demande que la Chambre déclare qu'elle s'occupera d'urgence de la loi sur les indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements et sur le bureau, lors de la discussion du projet de loi sur les indemnités.
96. 778. Par pétition datée de diverses communes du Limbourg, le 1^{er} février 1836,
Les habitants de celles de Corswaremme, Corthis, Frésin, Montenaeken et Niel, canton de St-Trond, se plaignent du règlement adopté par les États du Limbourg, en ce qu'il porte que les seuls habitants sont chargés, dans leur commune respective, de la réparation des chemins vicinaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
97. 835. Par pétition datée d'Anvers, le 18 février 1836,
Le sieur Lagors, réclame le paiement d'une somme de deux cents florins qu'il prétend lui revenir du chef du renflouement de deux chaloupes canonnières hollandaises. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics, avec demande d'explications.
98. 823. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 février 1836,
Le sieur Bruyninckx réclame le paiement d'une somme de fr. 841-50, du chef d'une pièce de terre vendue à l'État, pour la route en fer. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
99. 860. Par pétition datée de Tournai, le 7 mars 1836,
Les sieurs Louis Senneaux et J.-B. Procureur, de ladite ville, frères de gardes civiques, qui ont servi quatre ans dans le 1^{er} ban mobilisé, se plaignent d'être appelés au service de la milice. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, ainsi qu'à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
100. 848. Par pétition datée de l'Écluse, le 17 février 1836,
Le conseil communal de l'Écluse (Brabant) réclame le paiement de la somme de fr. 1,837-01, du chef de fournitures à l'armée française en 1831. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, avec demande d'explications.

M. KERVYN, 6^e Rapporteur.

101. 808. Par pétition en date du 15 février 1836 ,
Des industriels de Courtrai , employant des machines à vapeur ,
demandent que la Chambre intervienne , afin de faire cesser
l'impôt exorbitant de 0-20 c. par hectolitre , perçu par la ville
sur la houille , dont l'emploi est indispensable à leurs usines. —
Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
102. 804. Par pétition en date du 16 février 1836 ,
Les juges-de-peace des cantons de Tirlemont, Diest et Aerschot,
adressent des observations sur le projet de loi relatif à la com-
pétence en matière civile , et demandent une augmentation du
traitement proposé pour les juges-de-peace et les greffiers. —
Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet
de loi sur la compétence en matière civile , ainsi qu'à M. le
ministre de la justice.
103. 858. Par pétition en date du 5 mars 1836 ,
Les membres du tribunal de 1^{re} instance de Namur demandent
que ce tribunal soit porté à la 1^{re} classe. — Concl. — Renvoi à
M. le ministre de la justice.
104. 798. Par 3 pétitions, dont l'une en date du 23 octobre 1835, et les
deux autres du mois de décembre même année ,
Les administrations communales et plusieurs habitants de
Stavelot et de Verviers, ainsi que les notaires, avocats et avoués de
l'arrondissement de Verviers, demandent une loi qui autorise le
transfert au bureau des hypothèques de Verviers de toutes les
inscriptions non encore périmées ni radiées , existant au bureau
de Liège, sur des immeubles situés dans les cantons d'Aubel,
Herve, Limbourg, Spa, Stavelot et Verviers. — Concl. — Renvoi
à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseigne-
ments.
105. 805. Par pétition en date du 14 février 1836 ,
Des bouchers de Termonde demandent que la Chambre
intervienne , afin de faire cesser les effets d'un règlement arrêté
par la régence , qui leur défend de vendre de la viande à domi-
cile. — Concl. — Ordre du jour.
106. 801. Par pétition datée d'Ath, le 5 décembre 1835 ,
Le sieur Philippe Cuisinier demande une pension. — Concl.
— Ordre du jour.
107. 864. Par pétition non datée ,
Plusieurs soldats français , décorés de l'Ordre militaire de
Léopold, demandent le paiement de la pension attachée à cette
croix. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des affaires étrangères.
108. 874. Par pétition datée de Liège , le 10 mars 1836 ,
La dame Glosset, veuve Brabant , ancien officier pensionné ,
demande une pension. — Concl. — Dépôt au bureau des ren-
seignements.

Numéros du feuillet.	Numéros du livre des pétitions.	
109.	856.	Par pétition non datée, Le baron de Waha se plaint de vexations qu'il prétend avoir éprouvées de la part de M. le gouverneur du Limbourg. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
110.	800.	Par pétition datée de Bruxelles, le 27 janvier 1836, Un grand nombre d'habitants de Bruxelles, demeurant dans la partie de la ville contigue à la porte de Halle, demandent la démolition de cette porte. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
111.	866.	Par pétition datée de Stabroeck, le 8 mars 1836, Les bourgmestres des communes de Lillo, Stabroeck, Beeren-drecht et Santvliet, demandent de nouveau la construction d'une digue intérieure et l'adoption d'une loi sur les indemnités. — Concl. — Renvoi à MM. les ministres des travaux publics et des affaires étrangères.
112.	837.	Par pétition datée de Curange (Limbourg), le 1 ^{er} février 1836, Des habitants de cette commune demandent que la Chambre s'occupe de la loi relative aux indemnités, et que provisoirement une somme de fr. 3,118-29 soit portée au budget de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
113.	846.	Par pétition du mois de février 1836, Les héritiers et représentants des frères Clermont de Hodimont, réclament le paiement des intérêts arriérés, depuis 1793, des sommes avancées par les frères Clermont aux communes de Herve, Petit-Rechain et Dison, pour constructions de routes. — Concl. — Ordre du jour.
114.	781.	Par pétition datée d'Ixelles, le 7 février 1836, Le sieur J.-A. Borrekens demande que la Chambre continue ses investigations sur la pétition du sieur De Rudder, d'Anvers, relative aux intérêts des obligations créées pour l'établissement de l'entrepôt-général à Anvers. — Concl. — Renvoi à MM. les ministres des finances et de l'intérieur, avec demande d'explications.
115.	881.	Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mars 1836, Des brasseurs et distillateurs de Bruxelles se plaignent de l'élévation de l'octroi. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
116.	822.	Par pétition datée de Bruges, le 6 février 1836, Le major Boulanger renouvelle sa demande d'être réintégré dans son grade de major, en conservant son rang d'ancienneté. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
117.	788.	Par pétition datée de Luttre (Hainaut), le 25 janvier 1836, Un grand nombre d'habitants demandent de nouveau que Luttre soit séparée de Pont-à-Celles, et forme, comme autrefois, une commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.